



RÉSUMÉ

HAÏTI - RÉPUBLIQUE DOMINICAINE DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX DANS LA ZONE FRONTALIÈRE



Programme des Nations Unies
pour l'Environnement



<http://unep.org/Haiti/>



Le présent rapport a pu être réalisé grâce à la généreuse contribution des gouvernements norvégien et finlandais.

Publié pour la première fois en juin 2013 par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement.
© 2013 Programme des Nations Unies pour l'environnement

Programme des Nations Unies pour l'Environnement
P.O. Box 30552, Nairobi, KENYA
Tel: +254 (0)20 762 1234
Fax: +254 (0)20 762 3927
E-mail: unepub@unep.org
Web: <http://www.unep.org>

La présente publication peut être reproduite, en totalité ou en partie, sous n'importe quelle forme, à des fins éducatives ou non lucratives, sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition qu'il soit fait mention de la source. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) souhaiterait recevoir un exemplaire de toute publication produite à partir des informations contenues dans le présent document. L'usage de la présente publication pour la vente ou toute autre initiative commerciale quelle qu'elle soit est interdite sans l'autorisation préalable écrite du PNUE. La terminologie géographique employée dans cette publication, de même que sa présentation, ne sont en aucune façon l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'éditeur ou des organisations participantes à propos de la situation légale d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou de son administration ou de la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Photographie de couverture: © Dennis Hamro-Drotz, PNUMA

Photos: PNUE

Conception: Philippa Terblanche www.philanthropycreative.carbonmade.com

Le PNUE s'efforce de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement dans le monde entier comme dans ses propres activités. La présente publication est imprimée sur du papier recyclé à 100%, avec des encres d'origine végétale. Notre politique en matière de distribution vise à réduire l'empreinte carbonique du PNUE.



RÉSUMÉ

HAÏTI - RÉPUBLIQUE DOMINICAINE DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX DANS LA ZONE FRONTALIÈRE

Les associations de pêcheurs situées de chaque côté de la frontière dans les villes de Pedernales et Anse-à-Pitres coopèrent et échangent des bonnes pratiques en termes de techniques de pêche, de résolutions de conflits et de commerce.

© UNEP



Les brigades de reforestation dominicaines et haïtiennes ont beaucoup contribué à enrayer la déforestation dans les régions dans lesquelles elles opèrent. Parallèlement, ces brigades offrent des moyens de subsistance alternatifs aux habitants des communautés où elles sont actives.

© UNEP

LA GESTION CONCERTÉE DES RESSOURCES NATURELLES TRANSFRONTIÈRES:

Une nécessité impérieuse pour la coexistence, la stabilité et le développement de deux peuples frères

La zone frontalière haïtiano-dominicaine peut être différemment perçue par les différents observateurs qui ont décidé de l'étudier d'une manière ou d'une autre. Certains la considèrent comme un espace qui, en dépit des situations qu'il peut susciter, permet le rapprochement des deux peuples ou comme un lieu d'apprentissage, grâce aux différentes expériences qui s'y font en matière d'échange et de coopération. D'autres cependant la considèrent comme une région où les citoyens vivent dans un état d'isolement et de pauvreté, qui freine leur développement en tant qu'êtres humains.

Quel que soit le point de vue adopté, il y a une réalité qui saute aux yeux et qu'on ne peut pas nier: la zone frontalière constitue un carrefour névralgique non seulement pour le développement des communautés locales mais aussi pour la mise en œuvre des stratégies et des initiatives conjointes de coopération entre Haïti et la République dominicaine. Aussi, les gouvernements, la société civile et les agences de coopération des deux pays ont-ils renforcé leur action au niveau de la frontière, suivant en cela les exemples et initiatives de collaboration qui ont fait leurs preuves.

À cet effet, mentionnons celles adoptées tant au niveau communautaire qu'au niveau gouvernemental pour faire face aux différents problèmes qui se posent dans la zone frontalière, dont certains résultent de l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles. De même, nous saluons les efforts de la Commission mixte haïtiano-dominicaine, qui est, en ce sens, l'initiative phare qui doit guider les interventions que nous souhaitons effectuer au niveau binational dans cette zone. À l'instar de cette initiative élaborée dans les plus hautes sphères des deux États, de plus en plus de programmes bilatéraux sont mis en œuvre dans la région.

On retrouve une dynamique semblable dans le secteur de l'environnement. Le 16 mai 2011, le ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles de la République Dominicaine, le ministère de l'Environnement d'Haïti ainsi que le Secrétariat du ministère norvégien des Affaires Étrangères ont signé la Déclaration d'intention

de Ouanaminthe pour la coopération triangulaire entre la République d'Haïti, la République Dominicaine et le ministère des Affaires Étrangères de la Norvège afin d'appuyer le programme Frontière Verte. Elle prévoit la mise en œuvre du Projet de revégétalisation et de gestion des ressources naturelles transfrontières: Phase I bassins versants des Rivières Massacre et Pedernales avec l'assistance technique du PNUD et du PNUE. Ceci constitue une preuve supplémentaire de la volonté de nos deux gouvernements d'aborder conjointement les problèmes liés à la gestion des ressources naturelles à la frontière.

Nous sommes conscients que pour aborder le problème de la zone frontalière, il faut une profonde compréhension et un bon diagnostic des causes qui l'alimentent. C'est pourquoi nous accueillons favorablement la publication de ce rapport diagnostic sur la situation des ressources naturelles transfrontalières et les relations qu'elles entretiennent avec différents aspects de la vie, tant au niveau de la frontière qu'à l'intérieur de nos deux pays. Ce document fournit des informations sur les ressources et leurs différentes ramifications comme le commerce, l'agriculture, les mouvements humains, l'énergie, etc.

Il permet d'actualiser une série d'informations et de confirmer le lien étroit qui existe entre la situation des ressources naturelles transfrontalières et la pauvreté et, corollairement, les situations récurrentes de conflits sociaux. En ce sens, il représente un outil de première main qui aidera à la prise de décisions pour les années à venir.

En félicitant tous ceux qui, au sein de nos deux ministères, du PNUE et des autres institutions, ont contribué à la préparation de ce rapport, nous invitons tous les acteurs qui interviennent ou qui sont appelés à intervenir dans la zone frontalière à le consulter et à prendre en compte ses recommandations pour orienter leurs actions. Quant à nous, nous sommes fermement déterminés et résolus à porter au plus haut niveau de nos deux gouvernements les conclusions et recommandations de ce rapport afin qu'elles soient prises en compte dans les décisions politiques qui orienteront nos interventions à la frontière, notamment par le biais de la Commission mixte haïtiano-dominicaine.

DR. JEAN FRANCOIS THOMAS
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT
- HAÏTI

DR. BAUTISTA ROJAS GÓMEZ
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES
NATURELLES - RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Ce rapport présente les résultats, les conclusions et les recommandations d'une évaluation menée durant 18 mois sur la frontière commune aux 2 pays se partageant l'île d'Hispaniola-Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental et la République dominicaine, pays à revenu intermédiaire. C'est au long de cette frontière de 380 km que les contacts entre les deux populations sont les plus nombreux et que les tensions et les conflits entre celles-ci sont les plus susceptibles d'éclater. Parallèlement, la frontière représente aussi la plus grande opportunité d'influer positivement sur les relations complexes entre les deux pays.

Cette photo des montagnes situées au-dessus des lacs Azuei et Enriquillo montre que des agriculteurs ont travaillé sur ces flancs de coteaux sans prendre aucune mesure pour contrôler l'érosion, contribuant ainsi à dégrader significativement les terres.

© UNEP

Paradoxalement, les défis de la zone frontalière sont liés à la fois à l'interdépendance entre les deux pays et à leurs contrastes saisissants en termes de conditions économiques, sociales et environnementales. Ces différences se matérialisent dans la pauvreté chronique et la dégradation environnementale observées dans de nombreuses zones du côté haïtien de la frontière, ainsi que dans l'exploitation transfrontalière illégale des ressources naturelles.

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont accompagné les gouvernements d'Haïti et de la République dominicaine à travers leurs ministères de l'environnement dans la réalisation d'une évaluation détaillée de la zone frontalière. Bien que l'évaluation couvre les deux pays, l'accent a été mis sur le côté haïtien, où l'information est rare et les problèmes environnementaux sont plus urgents.

CETTE ÉVALUATION A TROIS OBJECTIFS COMPLÉMENTAIRES

- Elle vise tout d'abord à estimer dans quelle mesure l'utilisation des ressources naturelles et la dégradation environnementale dans la zone frontalière contribuent à la vulnérabilité face aux catastrophes, aux risques de conflits, à la pauvreté et aux pratiques non-durables. Elle expose également la façon dont les modes de subsistance dépendant des ressources naturelles s'adaptent à ces défis ;
- Elle présente ensuite une analyse des différentes difficultés et des tendances, ainsi que des éléments moteurs sous-jacents qui affectent la situation dans la zone frontalière ;
- Finalement, elle fournit des recommandations concrètes à l'intention des deux gouvernements et de leurs partenaires internationaux visant à atténuer les risques identifiés, capitaliser sur les opportunités, augmenter la coopération environnementale transfrontalière et améliorer la résilience dans les zones vulnérables identifiées.

SELON L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION, LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS IDENTIFIÉES DANS LA ZONE FRONTALIÈRE PEUVENT ÊTRE CONNECTÉES À QUATRE ÉLÉMENTS MOTEURS INTERDÉPENDANTS

- La pauvreté, l'insécurité alimentaire et le sous-développement régnant en Haïti et affectant littéralement toute la zone frontalière ;
- La dégradation environnementale, se manifestant principalement par l'érosion des sols, la déforestation et la détérioration du milieu marin ;
- La faiblesse de la gouvernance, spécialement du côté Haïtien de la frontière, qui a des répercussions sur toutes les facettes de l'économie et de la société ;
- Enfin, les inégalités économiques et disparités entre les ressources d'Haïti et celles de la RD, à l'origine d'un grand nombre de problèmes complexes sévissant dans la zone frontalière.

Parmi les principales difficultés de la zone, on compte par exemple l'extraction et le commerce illégal de ressources naturelles (principalement le charbon mais également le bois de chauffe et les ressources marines), l'agriculture, et le nombre important d'individus en provenance des zones rurales d'Haïti qui, face à la dégradation des terres et à l'excédent de main d'œuvre dans leur pays, traversent illégalement la frontière vers la République dominicaine à la recherche de moyens de subsistance. Plusieurs de ces problèmes sont de très grande ampleur et se sont développés pendant des générations. La dégradation dans les zones les plus touchées de la zone frontalière haïtienne est presque totalement irréversible, en raison de la disparition quasi totale de la couverture végétale et de la couche arable sur de vastes étendues.

Plusieurs difficultés liées à l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles présentent également un risque de court terme mais important en termes d'instabilité et de conflits pour les relations entre les deux pays. Il s'agit notamment du commerce transfrontalier incontrôlé du charbon de bois; de la pratique illégale de l'agriculture et de coupe des arbres sur le territoire dominicain en général et dans les zones protégées dominicaines en particulier; de la délimitation floue de l'espace maritime; de la pratique illégale de la pêche transfrontalière; des inondations des terres et des infrastructures dues à la montée rapide des lacs Azuei et Enriquillo. Les phénomènes transfrontaliers incontrôlés de commerce de charbon et de coupe des arbres par exemple, ont déjà été la source de conflits ayant abouti à des violences.

Actuellement, la situation générale se détériore de façon progressive. Si les tendances actuelles sur la frontière persistent, notamment le recours aux pratiques néfastes similaires à celles ayant déjà entraîné la dégradation en Haïti, l'érosion des sols et la perte de la productivité de la terre s'accroîtront significativement aussi sur le côté dominicain de la frontière. Ce scénario pourrait changer de façon dramatique suite à des chocs ou de changements soudains, tels qu'une catastrophe naturelle. Un tel choc pourrait rapidement accélérer le déclin et dégrader davantage la stabilité et le développement de la zone frontalière.

Il est également prévu que, sur le long terme, le changement climatique ait un effet négatif dans les Caraïbes. La température moyenne, la variabilité des précipitations ainsi que la fréquence et l'intensité moyenne des ouragans devraient toutes augmenter. Tous ces effets auront des conséquences majeures pour la zone en question : rien qu'une modification dans le taux de précipitations pourrait avoir des répercussions négatives sur l'agriculture pluviale, qui est le pilier de l'économie dans la zone frontalière.

La plupart des éléments moteurs identifiés sont d'ampleur nationale. Cela signifie qu'il ne serait pas viable de développer des solutions uniquement environnementales ou locales. Une approche intégrée et à grande échelle est en effet souvent nécessaire. L'insécurité alimentaire et l'extrême pauvreté dans les campagnes, par exemple, sont en partie responsables des pratiques agricoles non viables comme l'abattis-brûlis du côté haïtien et de l'érosion massive des sols et de la déforestation qui en découlent. De même, la demande locale de charbon de bois n'est pas significative dans la zone frontalière. C'est la demande de Port-au-Prince qui commande l'ensemble de l'économie du charbon de bois. Il faut donc trouver une solution à l'échelle nationale pour résoudre les problèmes liés à l'énergie. Enfin, le régime foncier et le métayage représentent des obstacles majeurs à surmonter, les agriculteurs n'étant, à juste titre, prêts à investir uniquement dans les terres dont ils sont propriétaires ou qu'ils peuvent exploiter en toute confiance pendant de longues périodes.

Fait positif, les relations internationales entre Haïti et la République dominicaine sont relativement bonnes, avec des réunions organisées régulièrement, et ce jusqu'au plus haut niveau. Des progrès importants ont également été réalisés par des initiatives locales et nationales telles que le financement de brigades de reforestation binationales, dans le cadre du programme Frontera Verde, la coopération binationale entre communes ou encore entre associations et organisations locales de chaque côté de la frontière. Des programmes d'agriculture durable, tels que ceux promouvant l'agroforesterie et le commerce des produits qui en sont issus représentent des opportunités importantes en termes de réduction de la pauvreté dans la région frontalière. Ce genre d'initiatives pourrait constituer la base essentielle pour des actions correctives menées à plus grande échelle ou des investissements en matière de prévention de crises.

CARTE: FRONTIÈRE ENTRE HAÏTI ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.



• RÉSUMÉ

Dans une perspective plus prometteuse, le rapport conclut avec 14 recommandations détaillées devant être développées et mises en œuvre par les deux gouvernements et leurs partenaires internationaux. Si elles sont mises en œuvre, ces recommandations devraient réduire la pauvreté et la faim chroniques dans la zone frontalière, tout en encourageant des moyens de subsistance plus durables et en améliorant la résilience de la population face aux chocs et aux tensions. Elles permettraient également de préserver des relations pacifiques entre les deux pays grâce à une coopération bilatérale accrue au niveau national et local qui réduirait les tensions relatives aux problèmes de la zone frontalière.

Les recommandations sont divisées en dix recommandations binationales pour la zone frontalière et quatre recommandations de portée nationale pour Haïti. Les populations des deux pays et les difficultés observées des deux côtés de la frontière sont étroitement interconnectées. La plupart des solutions devront donc être binationales ou tout du moins, endossées par les deux gouvernements.

En moyenne, deux voiliers arrivent chaque jour sur le site haïtien de Ravin de Dyab, à quelques kilomètres de la frontière. Chaque bateau transporte environ 200 sacs de charbon de bois, ce qui fait qu'environ 2 800 sacs en provenance de la République dominicaine entrent sur le territoire haïtien chaque semaine, sur ce site seulement.

© UNEP

RECOMMANDATIONS BINATIONALES POUR LA ZONE FRONTALIÈRE

1 PROTECTION ET AUGMENTATION DE LA COUVERTURE VÉGÉTALE

poursuivre le soutien financier et politique aux efforts binationaux de reforestation et d'agroforesterie; renforcer l'assistance technique pour améliorer la qualité, la cohérence et la durabilité des actions de reforestation et mettre en place un programme plus stratégique. Le phénomène de déforestation engendrant la dégradation sévère des terres est un problème majeur dans la zone frontalière et de tels investissements doivent donc être faits en priorité.

2 DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE

réformer et développer l'agriculture artisanale de petite échelle afin d'améliorer la durabilité des moyens de subsistance. Il est nécessaire de faire des investissements intensifs et de longue haleine en termes d'assistance technique concrète pour sortir du cycle destructeur de l'agriculture d'abattis-brûlis. Les campagnes d'éducation visant à changer les attitudes et renforcer les capacités des agriculteurs locaux sont tout aussi importantes

3 RÉDUCTION DES RISQUES DE CRUE DES COURS D'EAU TRANSFRONTALIERS

investir dans des dispositifs d'endiguement et dans l'aménagement du territoire dans les communes dominicaines et haïtiennes affectées, en envisageant le pire cas de figure à long terme. Les inondations soudaines, qui ont endommagé les villes dominicaines et haïtiennes (Jimani, Fonds Verrets, Pedernales, Anse-à-Pitres) dans la zone frontalière, sont liées à la dégradation considérable et en grande partie irréversible des bassins versants sur le territoire haïtien.

4 AMÉLIORATION DE LA DURABILITÉ DU COMMERCE TRANSFRONTALIER ET DES MARCHÉS BINATIONAUX, ET DIMINUTION DE LEURS IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

soutenir les marchés binationaux existants et offrir de meilleures opportunités de commerce équitable, profitable et durable entre les deux pays. Les marchés binationaux ont une influence globalement positive mais ils doivent être réorganisés et, dans certains cas, reconstruits. Cela permettrait de réduire leurs impacts environnementaux, d'instaurer une égalité de traitement entre tous, de limiter les conflits et d'augmenter les échanges.

5 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DIVERSIFICATION DANS LA ZONE FRONTALIÈRE

mettre fin à l'agriculture de subsistance et aux activités illégales et nuisibles au profit d'un développement économique local tiré par les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. Le meilleur moyen de stimuler l'économie et de dissuader la population locale de recourir aux moyens de subsistance non viables est de promouvoir les MPME et l'économie de services.

6 RÉDUCTION DE LA POLLUTION DES COURS D'EAU TRANSFRONTALIERS

s'attaquer au problème de pollution des cours d'eau transfrontaliers, causée par les déchets solides et les bactéries, et qui, par conséquent, transmettent des maladies.

7 AMÉLIORATION DES MÉCANISMES DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE RELATIFS À LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES BASSINS VERSANTS TRANSFRONTALIERS

développer les mécanismes et les plateformes de coopération qui existent déjà afin de créer un réseau actif de coopération entre chaque côté de la frontière et entre les niveaux locaux et nationaux. Les présidents des deux pays devraient être à la tête d'un système général de coopération, qui chapeauterait les différents mécanismes existants. Cela permettrait ainsi de garantir la volonté politique. De plus, il faudrait améliorer les processus par lesquels les gouvernements et les projets partagent l'information. Enfin, il est indispensable de renforcer la capacité du gouvernement haïtien à participer sur un pied d'égalité aux projets binationaux.

8 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE POUR LA RÉGULATION ET LE CONTRÔLE DU COMMERCE DU CHARBON DE BOIS ET AUTRES PRODUITS FORESTIERS

renforcer l'application de la loi dominicaine et haïtienne sur la conservation des zones protégées et de la forêt. Inclure une analyse des impacts potentiels qu'une suppression du commerce de charbon transfrontalier aurait en Haïti.

9 RENFORCEMENT DE LA GESTION DES RESSOURCES MARINES ET CÔTIÈRES

enrayer le déclin de l'environnement côtier et marin dans la zone frontalière, en empêchant les empiètements et les activités nuisibles à l'environnement, en particulier la coupe de la mangrove et la surpêche.

10 ANALYSE DES CRUES DES LACS AZUEI ET ENRIQUILLO

rassembler et analyser les données hydrologiques afin de déterminer les causes de la montée des eaux des lacs Azuei et Enriquillo et d'évaluer la probabilité que leur niveau continue d'augmenter.

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS QUI DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS AU NIVEAU NATIONAL EN HAÏTI

Les recommandations spécifiques à Haïti ne datent pas d'aujourd'hui ; il s'agit plutôt d'initiatives nationales existantes, notamment le « Plan stratégique de développement d'Haïti: pays émergent en 2030 » (dénommé ci-après « plan stratégique »). Les recommandations relatives aux investissements qui doivent être réalisés au niveau national en Haïti se limitent aux quatre priorités du plan les plus significatives pour la zone frontalière:

1 AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DANS LES ZONES RURALES

renforcer la présence et le rôle de l'État dans les zones rurales, dans un grand nombre de domaines, notamment les services sociaux, le maintien de l'ordre, les douanes, l'administration urbaine, le développement de l'agriculture et du commerce, et la protection de l'environnement, tout en s'assurant d'une implication continue des acteurs locaux. Cette recommandation vise à étendre la présence de l'état dans les zones rurales, tout en faisant des pôles de croissance et des zones sensibles comme la frontière des priorités.

2 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE NON AGRICOLE ET DIVERSIFICATION

offrir des alternatives viables à l'agriculture de subsistance grâce au développement des secteurs manufacturier et tertiaire sur l'ensemble du territoire, plus particulièrement dans les principaux centres urbains.

3 SUBSTITUTION DU GPL AU CHARBON DE BOIS

mettre en œuvre au plus vite un programme intégré de réforme de la réglementation, accompagné de mesures incitatives et répressives. Il s'agira d'inciter à l'abandon de l'utilisation du charbon de bois pour cuisiner au profit de celle du GPL, tout en proposant des sources d'énergie alternatives (notamment les énergies renouvelables) et en augmentant l'électrification du pays. Le programme sera ciblé sur les centres urbains, plus particulièrement Port-au-Prince.

4 DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE ET REFORESTATION

concrétiser le plan national d'investissement agricole d'Haïti, en mettant l'accent sur la durabilité; remplacer les pratiques non viables de l'agriculture sur abattis-brûlis et des cultures annuelles sur terres pentues et dégradées par des formes plus durables d'agriculture et de plantation d'arbres, en privilégiant l'agroforesterie et l'agroénergie ; intégrer des mesures de contrôle de l'érosion dans toutes les zones agricoles ; s'assurer que les dernières terres cultivables soient plus productives, en utilisant des connaissances et des techniques plus avancées, et en investissant dans le développement de la chaîne de valeur agricole.

Le coût total de ces dix recommandations binationales pour la zone frontalière s'élève à 136 millions de dollars EU sur cinq ans. C'est une somme relativement faible par rapport au coût possible des crises sociales et politiques, ainsi que de la faim et la violence, qui pourraient résulter d'une dégradation continue de l'environnement dans la zone frontière.

En guise de conclusion, il convient de noter que la situation est déjà préoccupante dans la zone frontalière et continue à se détériorer. En l'absence d'actions correctives et préventives majeures, il est probable que le déclin continue et que l'instabilité s'accroisse. L'aide internationale pour le développement et la prévention des conflits sera nécessaire afin de financer en partie les recommandations de ce rapport. Le PNUE et le PNUD se tiennent prêts à aider les gouvernements d'Haïti et de la République dominicaine à mettre en œuvre les recommandations de ce rapport et à solliciter l'aide des partenaires et donateurs nationaux et internationaux.

Pour accéder au rapport complet en Français, en Espagnol et en Anglais veuillez-vous rendre sur le lien suivant, www.unep.org/disastersandconflicts

Les pêcheurs ont réduit les mailles de leurs filets et pratiquent généralement la surpêche, ce qui entraîne une diminution de la taille de leurs prises.

© UNEP

ISBN: 978-92-807-3342-6
Job Number: DEP/1683/SA

www.unep.org

Programme des Nations Unies
pour l'Environnement
P.O. Box 30552, Nairobi, KENYA
Tel: +254 (0)20 762 1234
Fax: +254 (0)20 762 3927
E-mail: uneppub@unep.org

